



الصفحة

1

1

الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا

الدورة الاستدراكية 2012

الموضوع

المملكة المغربية

وزارة التربية الوطنية
المركز الوطني للتقويم والامتحانات

6	المعامل	RS52	الاقتصاد العام والإحصاء	المادة
3	مدة الإنجاز	شعبة العلوم الاقتصادية والتدبير : مسلك العلوم الاقتصادية		الشعبة أو المسلك

L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée
0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation de la copie (évités les ratures et les surcharges, mentionnez le numéro du dossier puis celui de la question)

DOSSIER 1 : MARCHES, AGREGATS ET INTERVENTION DE L'ETAT

DOCUMENT 1 : La tomate à 1,50 DH aujourd'hui et à 3 DH demain ! Comment se forment les prix des fruits et légumes ?

(...) Toute tentative de cerner la problématique des prix de produits quasi- dépendants des aléas climatiques et rapidement périssables, s'avère difficile.
Le premier facteur de la hausse imprévisible auquel on pense est la spéculation. Elle existe, certes, lors d'occasions jugées trop opportunes (Ramadan, grandes vacances...), mais son impact reste limité.
Dans l'équation du prix, intervient aussi l'entente entre les vendeurs au détail au sein des marchés municipaux. Les difficultés de transport sont aussi de nature à entraîner une baisse de l'offre.
Enfin, il y a la rareté de certains produits engendrée par les aléas climatiques, qui retardent les récoltes automnales, ou qui risquent de bouleverser tout le processus de production à n'importe quel moment.
Après avoir interrogé plusieurs professionnels, ils confirment l'existence de plusieurs prix pour un même produit, le vendeur des tomates par exemple qui compte écouler sa marchandise à 4,50 dh le kg, s'il s'avère qu'il n'y a pas assez d'offre sur le marché, saute sur l'aubaine(*) et ajoute facilement entre 50 centimes et un dirham, sans que cela ne suscite des protestations de la part des clients ou de l'Administration. Une situation normale compte tenu de **la loi de l'offre et de la demande**. Il en est de même si c'est l'inverse qui se produit.

(*) Avantage inespéré.

Source : La Vie Economique du 14.10.2011 (texte adapté)

DOCUMENT 2 : La bourse des valeurs de Casablanca (BVC) : Les chantiers pour 2012

Après une année 2011 qui n'a pas tenu ses promesses (4 introductions en Bourse, au lieu de 7 prévues -sur 77 entreprises cotées au total-, la nouvelle réglementation du marché des capitaux n'est toujours pas entrée en vigueur...), 2012 sera probablement une année de lancement de plusieurs chantiers pour relancer le secteur financier, à commencer par la réglementation du marché boursier qui fait toujours défaut.
Malgré la promulgation de plusieurs textes en 2011 (indépendance du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières, ouverture du capital de la Bourse, la création de Casablanca Finance City...), le plus gros du travail reste à faire. Les lois relatives à la création des compartiments «devises» et des «Petites et Moyennes Entreprises» à la BVC seront également au centre des débats cette année.

Source : L'Economiste du 02.01.2012

DOCUMENT 3 : L'emploi gagné par la morosité(*)

D'après la note d'information que vient de publier le Haut Commissariat au Plan (HCP), le nombre de chômeurs a augmenté de 28 000 entre le troisième trimestre 2010 et celui de 2011. Le taux de chômage a ainsi progressé légèrement de 0,1 point, pour s'établir à **9,1%** au 3^{ème} trimestre 2011. Cette dégradation a été plus ressentie par les citadins, particulièrement les jeunes âgés de 15 à 24 ans, pour lesquels le taux de chômage a grimpé de 3,3 points. Cette évolution défavorable des indicateurs est en partie due à l'augmentation de la population active. Mais, il se trouve que, dans l'ensemble, l'économie ne crée pas encore suffisamment d'emplois, surtout qualifiés.

(*) Manque de dynamisme

Source : La Vie Economique du 16.11.2011

DOCUMENT 4 : Comptes nationaux du Maroc

Données en millions de dirhams	2010
Valeur ajoutée (au prix de base)	687 993
Impôts sur les produits nets de subventions	76 309
Dépenses de consommation finale des ménages	437 715
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	133 938
Formation Brut de Capital Fixe (FBCF)	234 407
Variations de stocks	34 027
Importations des biens et services	328 008
Exportations des biens et services	252 223
Revenu National Brut Disponible	806 897
Epargne Nationale Brute	... ?...

Source : HCP; Direction de la comptabilité nationale

DOCUMENT 5 : Evolution des dépenses de compensation au Maroc :

Années (xi)	2007	2008	2009	2010	2011
Dépenses de compensation (en milliards de dh) (yi)	16,3	31,5	13,3	27,2	48,8
Dépenses de compensation en % des dépenses budgétaires ordinaires	12,21	20,18	7,84	15,02	22,70

Source : BAM : Rapports 2008 et 2010 et Revue mensuelle de la conjoncture économique, monétaire et financière ; février 2012

DOCUMENT 6 : Hausse de 22,7% des dépenses ordinaires.

(...) Les recettes fiscales ont totalisé 145,5 milliards de dirhams à fin novembre 2011, en hausse de 6,8% sur un an, mais, c'est loin de combler le déficit. Pour la Banque centrale, les dernières prévisions portent sur un déficit de l'ordre de 5,5% du PIB en 2011.

Pour l'heure, la compensation et les salaires ont absorbé plus de 69% des recettes ordinaires. Ces dernières ont totalisé près de 170 milliards de dh au terme des onze premiers mois de l'année, en hausse de 11,6% sur un an. La rentrée de 5,3 milliards de dh, suite à la cession de 20% du capital de la Banque Centrale Populaire a notamment permis d'améliorer le niveau des recettes totales.

La masse salariale pèse 13% du PIB du Maroc (plus de 80 milliards de dh), ce qui est trop élevé. Le meilleur moyen de diminuer les dépenses publiques est de réduire le nombre de fonctionnaires. Il faut prendre l'exemple du gouvernement français actuel qui réduit le nombre de fonctionnaires en ne remplaçant pas les départs à la retraite. Il faut aussi que l'Etat rationalise ses dépenses pour tenir compte de la crise.

(...) Les dépenses de compensation, fixées initialement à 17 milliards de dh, ont été largement dépassées. Elles devraient s'établir à 52 milliards de dh (arriérés compris) au titre du dernier exercice, limitant les dépenses d'investissement.

Le Fonds Monétaire International (FMI) qualifie le système de subventions de «coûteux et inéquitable» ; c'est pourquoi, il faut compresser ces dépenses.

Source : L'Economiste du 28 .12.2011 et 02.01.2012 (Texte adapté)

DOCUMENT 7 : Faut-il augmenter les impôts ?

Le niveau d'endettement public dans un grand nombre de pays de l'Union Européenne dépasse largement la limite de 60% du PIB fixée par le traité de Maastricht. Qu'en est-il au Maroc ? Soulignons d'emblée, que le Royaume n'est pas dans la même situation économique et financière que l'Europe ; il affiche des fondamentaux qui sont globalement considérés comme bons. La dernière note du Fonds Monétaire International (FMI) le confirme.

Néanmoins, un retournement de tendance est en train de s'amorcer. La même note du FMI parle d'un déficit budgétaire pour l'exercice 2011 de 5,7% du PIB. En 2010, le déficit était de 4,6% du PIB, et de 2,2% en 2009. Or, 2012 ne sera pas meilleure, les tensions géopolitiques qui pèsent sur le marché du pétrole devraient peser sur le coût de la compensation, ceci sans compter la hausse des salaires dans la fonction publique prévue par l'accord social d'avril 2011.

Dans ces conditions, et à l'instar de plusieurs pays, le Maroc ne devrait-il pas procéder à l'augmentation de quelques impôts et surtout la minimisation des exonérations fiscales qui consistent en des réductions et des exonérations sur les principaux impôts ? En 2011, le coût des exonérations fiscales devrait s'élever à 32,07 milliards de DH.

Source : La Vie Economique du 21.11.2011 (texte adapté)

DOCUMENT 8 : Bank Al Maghrib (BAM) : Dépréciation de l'euro de 0,22% face au dirham.

L'euro s'est déprécié, au cours de la période allant du 9 au 15 février 2012, de 0,22% par rapport au dirham, alors que le dollar s'est apprécié de 1,77% par rapport au dirham, a indiqué BAM. Pour leur part, les avoirs extérieurs nets ont reculé en 2011 de 13,6% en glissement annuel, s'établissant à 160,3 milliards de dh.

D'un autre côté, BAM a injecté au cours de la semaine en question un montant de 33 milliards de dh au titre des avances à 7 jours sur appels d'offres au taux de **3,25%**.

Par ailleurs, la baisse des prix des produits alimentaires et la politique de subvention contiennent (*) l'évolution globale des prix. Cette évolution des prix reste relativement modérée, à travers la Caisse de compensation, pour amortir les hausses des cours des matières premières sur le marché international.

Pour l'ensemble de l'année 2011, BAM, à l'occasion de la tenue de son conseil d'administration, a d'ailleurs révélé que le taux d'inflation en 2011 était de **1%** au lieu de 2% prévu dans la loi des finances.

(*) limitent

Source : La Vie Economique du 22.06.2011 et www.le2minutes.com (texte adapté)

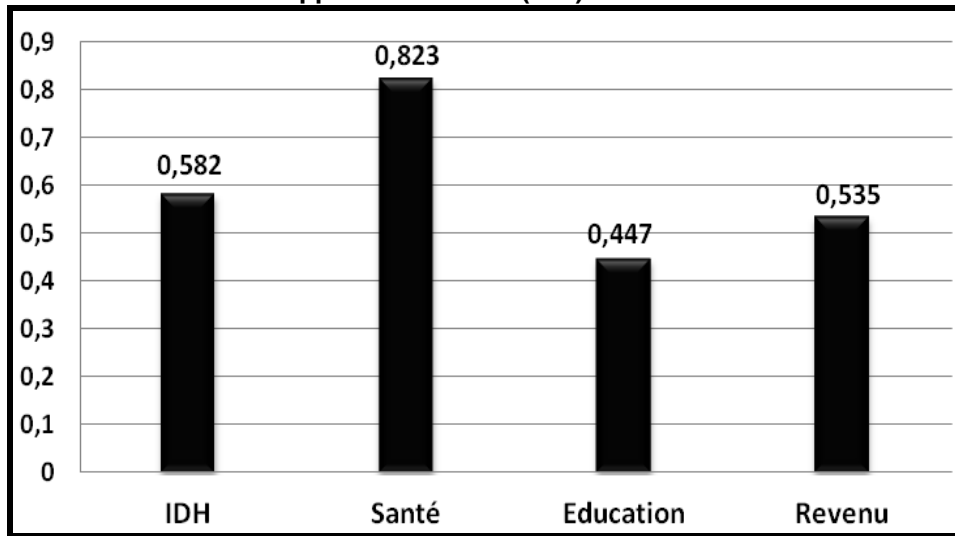
TRAVAIL A FAIRE :

10,5 pts

	Questions	Barème
1	Identifiez le type de marché selon l'objet pour chacun des documents 1, 2 et 3.	0,75 pt
2	A partir du document 1 : a- Expliquez l'expression en gras soulignée ; b- Relevez deux éléments qui faussent la loi de l'offre et de la demande.	0,25 pt 0,50 pt
3	Sur la base du document 2 et des connaissances acquises : a- Relevez deux faiblesses de la bourse des valeurs de Casablanca. b- Précisez deux effets de la faiblesse de la bourse sur l'économie marocaine.	0,50 pt 0,50 pt
4	A partir du document 3 : a- Lisez la donnée chiffrée soulignée ; b- Relevez deux caractéristiques et deux causes du chômage au Maroc.	0,25 pt 0,75 pt
5	A partir du document 4, Calculez pour l'année 2010 : a- Le PIB. Lisez le résultat obtenu; b- L'épargne nationale brute.	0,75 pt 0,25 pt
6	A partir du document 5 : a- Déterminez l'équation de la droite d'ajustement linéaire selon la méthode des moindres carrés (Méthode développée), Sachant que : x_i = années ; y_i = dépenses de compensation en milliards de dh ; $\sum x_i y_i = 472$; $\sum x_i^2 = 55$, $\bar{x} = 3$ et $\bar{y} = 27,42$ b- Calculez les dépenses de compensation au Maroc en 2013.	1pt 0,25 pt
7	A partir du document 6 : a- Expliquez le passage en gras souligné. b- Relevez en quantifiant : b1- Une recette budgétaire ordinaire hors privatisation. b2- Une dépense budgétaire ordinaire.	0,50 pt 0,50 pt 0,50 pt
8	Dégagez des documents 6 et 7, trois actions pour réduire le déficit budgétaire.	1 pt
9	A partir du document 8 : a- Lisez les données encadrées ; b- Relevez une contrepartie de la masse monétaire ; c- Relevez une action de politique monétaire et en précisez l'objectif; d- Sur la base de vos connaissances, précisez l'effet de : d1- La dépréciation de l'euro par rapport au dirham sur les exportations marocaine en euro ; d2- L'appréciation du dollar par rapport au dirham sur les importations marocaine en dollars.	0,50 pt 0,25 pt 0,50 pt 0,50 pt 0,50 pt

DOSSIER 2 : L'INSERTION DU MAROC DANS L'ECONOMIE MONDIALE ET LE DEVELOPPEMENT

DOCUMENT 9 : L'Indice du développement humain (IDH) en 2011 au Maroc



Source : PNUD, Rapport sur le développement humain 2011

DOCUMENT 10 : Une décennie de développement : Le diagnostic d'Adil Douiri

Voilà un peu plus d'une décennie que le Maroc a entamé un long processus de développement avec une stratégie ambitieuse, Adil Douiri (ancien ministre du tourisme), a livré son analyse des étapes franchies par le Maroc en une décennie de développement. Il a rappelé que «notre localisation géographique nous a conduit à intégrer progressivement la Zone de **Libre-Echange** économique de l'Union Européenne».

Cela s'est traduit par un travail de réflexion afin d'identifier les spécialités compétitives exportables du pays, nous permettant d'exporter le plus possible. Ce qui a donné naissance à huit Métiers Mondiaux du Maroc (MMM) tournés principalement vers l'extérieur et attractifs des investissements directs étrangers (IDE).

En effet, si les MMM se développent bien, leur taille cumulée n'a pas encore atteint le niveau à même d'équilibrer nos importations ; «nous sommes à plus de 350 milliards de dirhams d'exportation d'activités économiques, dont nos 8 MMM représentent 80% en 2011», déclare Adil Douiri.

Toutefois, Nous avons un déficit commercial de plus de 185 milliards de dh en devises du fait d'une forte tendance à importer (pour développer les MMM) et qui risque de s'aggraver suite au contexte de crise, ce qui a épuisé nos réserves de change.

Pour les pistes à exploiter à l'avenir, il annonce qu'il n'est pas réaliste de faire marche-arrière sur certaines décisions, notamment la signature d'accords de libre - échange ou l'intégration à l'économie mondiale : «Ça freinerait la construction de l'industrie marocaine exportatrice et le développement du Maroc en général ». La solution pour lui est de changer de méthode de travail et non pas de stratégie. «Nous devons nous concentrer, parmi les 8 MMM, sur ceux qui ont le plus faible contenu en importation : sur les 8, il y en a 3 qui présentent ces caractéristiques (le tourisme, l'offshoring et toute la filière des dérivés du phosphate)».

Source : <http://www.financenews.press.ma> (texte adapté)

DOCUMENT 11 : Balance commerciale au Maroc : Le déficit se creuse

Balance commerciale (Biens)

En millions de dh	2010	2011	Evolution en %
Importations	297 963,4	356 424,5	+ 19,62
Exportations	149 583,4	170 942,5	..?..
Solde commercial	..?..	-185 482.0	25.0
Taux de couverture en %	50.2	..?..	

Source : Office des changes

(suite du document 11)

Pas moins de 185,4 milliards de dh ; tel est le déficit de la balance commerciale du Maroc au titre de 2011. Un record représentant près de 23% du PIB.

L'année écoulée, les importations ont progressé fortement à +19,62%, alors que les exportations poursuivent leur croissance avec plus de 14%. Le Maroc a donc toujours des difficultés à développer son offre exportable.

Dans le détail, la valeur des exportations s'est établie à 170,9 milliards de dh. Sur ce montant, les phosphates et dérivés représentent 47 milliards de dh, en progression de 35%. Les articles du textile et de l'habillement continuent leur progression, les ventes de vêtements confectionnés ont ainsi porté sur près de 18 milliards de dh, en hausse de 1,9% par rapport à 2010. A souligner une tendance orientée à la hausse des produits électriques et électroniques.

Les dépenses concernant les énergies où le Maroc est fortement importateur, ont explosé, augmentant de 22,3 milliards de dh (90,8 milliards de dh à fin 2011), représentant ainsi près de 40% de l'ensemble des produits importés. Les produits alimentaires ne sont pas en reste. En valeur, les achats de blé sur les marchés internationaux, qui frôlent les 11 milliards de dh, continuent de progresser, pour répondre aux déficits de la campagne céréalière des deux années précédentes. En même temps, le prix moyen de la tonne importée s'est apprécié de 27%.

Source : Le Matin du Sahara du 29.01.2012

DOCUMENT 12 : Investissements directs étrangers (IDE) au Maroc reculent de 35%

Les IDE se sont élevés, au terme de l'exercice 2011, à quelque 25,5 milliards de dh, contre 39,2 milliards, une année auparavant. Le contexte régional (printemps arabe) associé à une crise internationale n'ont pas épargné le Maroc en matière d'investissements. Ce qui s'est manifestée par une baisse importante des investissements en provenance des principaux partenaires du Royaume.

Parallèlement, cette baisse des recettes est accompagnée par une sortie de revenus et de capitaux rapatriés.

Source : Le Matin du Sahara du 26.01.2012

TRAVAIL A FAIRE :

9 pts

Questions		Barème
10	A partir du document 9 : a- Relevez les composantes de l'IDH. b- Expliquez la faible performance du Maroc en matière du développement humain.	0,25 pt 0,50 pt
11	A partir du document 10 : a- Expliquez l'expression soulignée. b- Dégagez une stratégie industrielle de développement. c- Relevez : c1- Une limite de cette stratégie ; c2- Une solution pour faire face à cette limite.	0,50 pt 0,50 pt 0,25 pt 0,25 pt
12	A partir du document 11 : a- Calculez les valeurs manquantes du tableau. (2 chiffres après la virgule) b- Interprétez les données soulignées du tableau. c- Expliquez l'évolution du solde de la balance commerciale marocaine.	0,75 pt 0,75 pt 0,75 pt
13	Sur la base du document 12 et des connaissances acquises, donnez un effet de l'augmentation des IDE au Maroc sur : a- La balance des paiements. b- L'économie marocaine.	0,50 pt 0,50 pt
14	Synthèse : (Exploitez le dossier 2 et connaissances acquises) L'ouverture et l'insertion de l'économie marocaine dans l'économie mondiale est un choix stratégique. Cependant, cette insertion présente des avantages et des limites pour l'économie marocaine. Par ailleurs, le Maroc peut mieux exploiter son ouverture. Argumentez ces propos. Pour ce faire, il est recommandé de suivre la démarche suivante : Introduction : Accroche, définition des concepts clés, problématique et plan. Développement : <ul style="list-style-type: none"> • Avantages et limites de l'insertion de l'économie marocaine dans l'économie mondiale (constat). • La stratégie (mesures à prendre) à adopter pour tirer profit de cette insertion. Conclusion.	3,50 pts

0,5 point pour la présentation de la copie